



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)
16, boulevard Hippolyte Faure - 51005 Châlons-en-Champagne

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)

16, boulevard Hippolyte Faure - 51005 Châlons-en-Champagne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5 « Changement de méthode comptable – Application des règlements ANC 2022-06 et ANC 202-03 » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la traduction comptable des subventions allouées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 3 juin 2026

KPMG S.A.



Patrick ZEIMETT

Associé

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	59 865	59 865	-	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	6 796		6 796	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	39 630	33 057	6 573	8 461
Installations techniques, matériel et outillage industriels	373 335	331 757	41 578	
Autres immobilisations corporelles				68 805
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	10 482		10 482	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	30		30	30
Prêts				
Autres Immobilisations Financières				
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE (II)	490 138	424 679	65 459	77 296
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	401 267		401 267	475 528
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	180 620		180 620	59 067
Charges constatées d'avance	26 852		26 852	11 020
Valeurs mobilières de placement	1 336 810		1 336 810	1 391 554
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	522 087		522 087	419 133
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (III)	2 467 636	-	2 467 636	2 356 304
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	2 957 774	424 679	2 533 095	2 433 600

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	83 150	83 150
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	1 604 497	1 582 111
Excédent ou déficit de l'exercice	19 458	22 386
Situation nette (sous total)	1 707 105	1 687 647
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	16 644	30 532
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	1 723 749	1 718 179
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL DES FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	87 598	93 425
TOTAL DES PROVISIONS (III)	87 598	93 425
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	52 343	51 942
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	387 647	406 921
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	278 058	163 133
Produits constatés d'avance	3 700	
TOTAL DES DETTES (IV)	721 748	621 996
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Pas		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 533 095	2 433 600

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	4 488	3 124
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	1 082 258	1 066 484
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	346 388	433 592
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 929	13 742
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	9 627	16
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 449 690	1 516 959
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	281 022	257 140
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	29 241	45 718
Salaires	870 397	867 238
Cotisations sociales	248 919	329 221
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	34 414	53 616
Dotations aux provisions	1 102	7 517
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	12	2 677
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 465 107	1 563 126
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 15 417	- 46 167
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	37 390	50 379
Reprises sur dépréciations et provisions		811
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	37 390	51 190
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	37 390	51 190
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	21 973	5 023

PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		22 842
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	22 842
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 515	5 479
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 487 080	1 590 991
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 467 622	1 568 605
EXCEDENT OU DEFICIT	19 458	22 386
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	-	-

Annexe des comptes annuels

Présentation de l'entité

1- Objet Social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association qui poursuit une mission d'utilité sociale a pour objet sans contraintes géographiques :

- La mise en état d'habitabilité, la restauration, la réhabilitation, l'équipement, le développement, la création d'une offre nouvelle de logements, notamment destinée aux personnes ou familles modestes ou défavorisées, par acquisition, prise à bail et ou gestion, pour soi-même et (ou) pour le compte de tiers
- La diffusion des informations de nature à faciliter la résorption ou l'amélioration de l'habitat défectueux ou insalubre
- De réaliser toute action ou expertise visant à lutter contre l'indécence, l'insalubrité ou le mal logement ou permettant de contrôler des normes et niveaux d'habitabilité, de performance, de sécurité et de confort des logements
- De promouvoir la réhabilitation des immeubles et ensemble d'immeubles constitués principalement de locaux d'habitation en vue de les améliorer et les adapter aux conditions de vie de leurs occupants
- D'exercer, par tout moyen, une action en vue de la restauration et de l'équipement du patrimoine existant, ainsi que pour l'accès et le maintien des personnes dans un habitat décent
- D'assurer l'accompagnement social lié au logement, la médiation liée à l'habitat, l'action socio-éducative en vue de l'insertion par le logement et la promotion des personnes et des familles
- De promouvoir toute action tendant à une revitalisation des quartiers existants en milieu urbain et rural, de participer à toute action ayant pour but l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, et en général, de contribuer à la définition politique en matière d'aménagement et d'habitat
- De recevoir mandat de gestion de deniers publics et parapublics
- D'étudier et éventuellement de réaliser toute action d'aménagement, d'urbanisme, de construction ou d'amélioration contribuant à une meilleure insertion du logement dans la ville comme en zone rurale
- De mener toute étude ou enquête visant à mesurer les conditions de logement
- Rassembler et diffuser toute documentation d'ordre législatif, réglementaire, financier ou technique et assurer toute information et formation se rapportant à son objet

- Susciter et coordonner les initiatives locales tendant à promouvoir le tourisme, les loisirs ainsi que l'aménagement des villes et villages
- D'engager toute étude ou action destinée au public âgé et handicapé afin de favoriser le maintien à domicile, le lien social et la mobilité dans la cité
- De mener toute action visant à favoriser les économies d'énergie et promouvoir les énergies renouvelables »

2- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- TECHNIQUE
 - Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) « Logement adapté » sur Châlons Agglo
 - Contrôles de décence de logements susceptibles de bénéficier de l'allocation logement pour le compte de la CAF de la Marne
 - Acteur du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de la Marne
 - Lutte contre l'habitat indigne Campagne de sensibilisation « Santé-Habitat » auprès des intervenants à domicile avec l'ARS Champagne Ardenne
 - Aide à la constitution de dossiers de financements de projets d'investisseurs privés dans les territoires ACTION CŒUR DE VILLE
 - Réhabilitation thermique des copropriétés ST ANTOINE 2, JARD 1, VERBEAU, BEAUX REGARDS, EUROPE, BAGATELLE et ST ANTOINE 2 situées sur Châlons-en-Champagne et Fagnières
 - Lauréat de l'appel à candidature du plan national de lutte contre les logements vacants
 - Membre de m'agence immobilière IM'HAI
 -
 - Développement durable du patrimoine et renouvellement urbain
 - Diagnostics énergétiques du logement
 - Espace conseil France Rénov' sur le Pays de Châlons-en-Champagne
- ACTION SOCIALE
 - Mise en œuvre du schéma gérontologique départemental (diagnostics adaptation)

- Charte du logement adapté
- Guide de bons conseils pour une salle de bains adaptée, accessible et plus sûre
- ADALOGIS 51, bourse au logement adapté avec le département de la Marne et l'ARCA
- EVOLOGIS 51, appartement témoin et le Petit truck en plus, camion aménagé
- QUALIBAIL, Enquêtes pour la NOV'HABITAT
-
- QUALICERT
 - Certification obtenue pour la première fois en Décembre 2020 et qui a été renouvelée suite à l'audit de Décembre 2023 pour une durée de 3 ans
 - 1 écart avait été détecté, écart corrigé immédiatement.
 - Renouvellement de la certification pour 3 ans avec un 1^{er} audit de surveillance fin 2024 et un second fin 2025 ne laissant apparaître aucun écart
- Le suivi animation des OPAH Cœur de ville d'EPERNAY, RU de SEDAN, SMC, Communauté d'Agglomération de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, RU centre-ville de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, Est du Pays Vitryat, PIG SAINT-DIZIER DER et BLAISE, RU centre-ville de SAINT-DIZIER, ARDENNE METROPOLE et PORTES DU Luxembourg, SUD ARDENNES, VITRY CHAMPAGNE et DER
- Le montage administratif et technique des dossiers MAR et MPR Gestes.

3- Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : l'effectif est de 18.72 ETP au 31 Décembre 2025
- Autres moyens :
 - L'association dispose de locaux à Châlons-en-Champagne et loue des locaux à Reims

4- Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- 2nd audit de surveillance QUALICERT (référence renouvellement certification pour 3 ans) sans écart

Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Le budget 2026 a été établi en tenant compte entre autres du nouveau dispositif comme le PACTE TERRITORIAL, le MAR et MPR Geste sachant que le COMAL a été agréé MON ACCOMPAGNATEUR RENOV en 2023.

5- Principes et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable. Les comptes ont été établis dans le respect des nouveaux règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 applicables depuis l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthode comptable – Application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ainsi que le règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06.

L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement ANC 2022-06, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des nouveaux règlements susvisés génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N :

- Les charges constatées d'avance sont dorénavant classées à l'actif en créances (26 852€ en 2025) et non plus en comptes de régularisation en bas de l'actif
- Les transferts de charges correspondant à des indemnités journalières de sécurité sociale, des remboursements OPCO figurent dorénavant en minoration du poste « cotisations sociales » (36 833 € en 2025)
- La quote-part de subventions rapportées au résultat est dorénavant inscrite en « concours publics et subventions d'exploitation » et non plus en produits exceptionnels

6- Informations relatives au bilan

6.1 Bilan Actif

6.1.1 Immobilisations incorporelles. Mouvements principaux

Nature de l'immobilisation	Acquisitions	Sorties
Logiciels	0€	14 386€
Immobilisations incorporelles en cours	6 796€	

6.1.2 Immobilisations incorporelles.

Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 An

6.1.3 Immobilisations corporelles. Mouvements principaux

Nature de l'immobilisation	Acquisitions	Sorties
Matériel et outillage		
Matériel informatique et bureau	3 527€	11 108€
Mobilier	1 771€	
Matériel de transport		
Agencement appart. Pédagogique		
Agencements		
Immobilisations corporelles en cours	10 482€	

6.1.4 Immobilisations corporelles. Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Agencements	Linéaire	7 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Linéaire	2 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Agencement Appart. Pédagogique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 5 ans

6.1.5 Créances

Créances	Montant Brut	Echéance à – 1 an	Echéance à + 1 an
Autres créances	180 620 €	180 620 €	
Créances clients et comptes rattachés (nettes après provisions)	400 405 €	400 405 €	
Avances sur commandes	862 €	862 €	
Charges constatées d'avance	26 852 €	26 852 €	
Total	608 739 €	608 739€	

6.1.6 Placements financiers

Les placements sont constitués de :

- *SICAV Monétaires pour 49 673€*
- *Bons de caisse pour 1 000 000€*
- *Obligations pour 260 000€*

Ils sont inscrits à l'actif pour leur coût d'achat.

La plus-value latente sur les SICAV monétaires et obligations s'élève à 21 984€ à la clôture de l'exercice.

Les intérêts courus sur bons de caisse s'élèvent à 27 138€.

6.2. Bilan Passif

6.2.1 Fonds Propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise				
- Apport fusion CORAL	83 150€			83 150€
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
- Réserve statutaires ou contractuelles				
- Réserve pour projet de l'entité				
- Autres réserves				
Report à nouveau	1 582 111€	22 386€		1 604 497€
Résultat de l'exercice	22 386€	19 458€	22 386€	19 458€
Situation nette	1 687 647€	41 844€	22 386€	1 707 105€
- subventions d'investissements rapportées au résultat	30 532€	65 000€	78 888€	16 644€
Total	1 718 179€	106 844€	101 274€	1 723 749€

6.2.2 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements rubriques	Provisions début exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Provisions pour charges - Indemnité de départ à la retraite	93 425€		6 929€	86 496€
Provision pour risques		1 102€		1 102€
Total	93 425€	1 102€	6 929€	87 598€

6.2.3 Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, s'élève à 86 496€, charges sociales incluses. Ce calcul prend en considération le turn-over ainsi que la probabilité de survie.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour départ en retraite.

6.2.3.1 Etat des dettes

Dettes	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à moins d' 1 an	Echéanc es entre 1 et 5 ans	Echéanc es à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 343€	52 343€		
Avance et acompte sur Commandes en cours				
Dettes fiscales et sociales	387 647€	387 647€		
Autres dettes	278 058€	278 058€		
Produits constatés d'avance	3 700€	3 700€		
TOTAL	721 748€	721 748€		

6.2.3.2 Fournisseurs et Comptes Rattachés

Libellés	Montant au début de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fournisseurs	41 447€	40 055€
Fournisseurs factures non parvenues	10 495€	12 287€
TOTAL	51 942€	52 342€

7 Autres Informations

7.1. Montant des rémunérations et avantages en nature versés aux cadres dirigeants :

Conformément à l'article de la Loi No 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

L'association ne compte aucun cadre dirigeant.

7.2. Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services
- Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

L'association n'a pas de contribution volontaire en nature jugée significative.